



COMMENT FINALISER VOTRE DEMANDE D'AIDE LOCA-PASS® ?

Merci d'avoir effectué votre demande sur notre site Internet.
Suivez les dernières étapes pour finaliser votre dossier.

VOS DOCUMENTS CONTRACTUELS



Fiche de dialogue



Repérez facilement les exemplaires à conserver ou à nous retourner

EN CAS D'AVANCE LOCA-PASS®



Fiche d'informations précontractuelles
(plusieurs exemplaires)



Offre de contrat de crédit
(plusieurs exemplaires)



Mandat SEPA

EN CAS DE GARANTIE LOCA-PASS®



Annexe au bail
(plusieurs exemplaires)

Pensez à faire impérativement **signer ce document** par votre bailleur.



VOS PIÈCES JUSTIFICATIVES

- ☐ La copie recto-verso de votre carte nationale d'identité, passeport ou carte de séjour en cours de validité (à fournir par chaque demandeur et par le représentant légal si vous êtes un mineur non émancipé ou un majeur protégé) ;
- ☐ La copie intégrale de votre bail ou de votre convention d'occupation signé(e) ;
- ☐ Votre relevé d'identité bancaire (RIB) (ou celui de votre représentant légal si vous êtes un mineur non émancipé ou un majeur protégé) ;
- ☐ Le relevé d'identité bancaire (RIB) de votre bailleur si l'AVANCE LOCA-PASS® lui est versée directement ;
- ☐ **Si vous êtes salarié** : la copie de vos justificatifs de ressources du mois précédant la demande ;
- ☐ **Si vous avez moins de 30 ans et que vous êtes :**
 - **en formation professionnelle** : la copie de votre contrat d'apprentissage ou de professionnalisation, et de votre dernier bulletin de salaire ;
 - **en stage** : la copie de votre carte d'étudiant recto-verso et de votre convention de stage ;
 - **en recherche d'emploi** : la copie de votre notification d'ouverture de droit Pôle Emploi et de votre dernier avis de versement.
 - **étudiant boursier d'État** : la copie de votre carte d'étudiant recto-verso et de votre justificatif d'attribution de la bourse d'État.

1

Prenez connaissance et imprimez l'ensemble de vos documents contractuels.

2

Paraphez chaque page, complétez et signez ces documents.

3

Réunissez les originaux signés portant la mention "À retourner" accompagnés de vos pièces justificatives.

4

Envoyez votre dossier complet par courrier **sous 15 jours** à :

Action Logement Services
Code de gestion : CRI75 - CSP 5057
25 Place Du Capitaine Dreyfus
CS 90024
68025 Colmar Cedex

FICH-DEM-LOCA-PASS - Document non contractuel - AIDE LOCA-PASS®, AVANCE LOCA-PASS® et GARANTIE LOCA-PASS® sont des marques déposées pour le compte d'Action Logement. - Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 d'euros - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR - Avril 2019



FICHE DE DIALOGUE

1. IDENTITÉ

	LOCATAIRE	
Civilité	Madame	
Nom d'usage	NERHOT	
Nom de naissance	Nerhot	
Prénom	Karine	
Date de naissance	23/10/1971	
Lieu de naissance	à RENNES	
Adresse actuelle	143 chemin de moneiret La seyne sur mer 83500 LA SEYNE SUR MER	
Téléphone domicile		
Téléphone portable	06 89 91 84 54	
Adresse e-mail	karine2310@gmail.com	
Situation professionnelle	Cadres et professions intellectuelles supérieures	
Type de contrat de travail	CDD	
Nom employeur	Chetaud et Compagnie	
Numéro SIRET	85206823800017	
Adresse employeur	12 quai Général Leclerc 13500 MARTIGUES	

2. VOTRE BUDGET MENSUEL

Vos revenus	1404,00 €
Vos charges	250,00 €

3. LE LOGEMENT

Adresse du logement	452 chemin de la Lange 83110 SANARY SUR MER
Date d'entrée dans les lieux	22/10/2021
Type de logement	Individuel
Bailleur	DI MAGGIO
Type de parc	Logement dans le parc privé
Montant aide au logement	
Loyer (hors charges)	650 €
Loyer parking	0 €
Charges locatives	17 €
Loyer total mensuel	667,00 €
Téléphone bailleur	04 98 00 05 55

4. LES AIDES

AVANCE LOCA-PASS® : oui Montant de l'aide : 650,00 € Durée de remboursement : 12 mois Montant de la mensualité : 54,17 € Destinataire des fonds : Locataire/colocataire	GARANTIE LOCA-PASS® : non souscrite
--	--

AVANCE LOCA-PASS® et GARANTIE LOCA-PASS® sont des marques déposées pour le compte d'Action Logement

Paraphez
 (Vos initiales)

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex
 Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité
 sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris



FICHE DE DIALOGUE

DÉCLARATION ET ATTESTATION

Je(nous) soussigné(s) :

Madame NERHOT Karine

certifie(ons) :

- l'exactitude de tous les renseignements figurant dans la présente ;
- que les dépenses pour lesquelles l'aide est demandée ne sont pas prises en charge par ailleurs.

Je(nous) déclare(ons) être informé(s) :

- dans le cadre de l'AVANCE LOCA-PASS®, qu'en cas de départ du logement, le capital restant dû devra être remboursé par anticipation dans un délai maximum de 3 mois à compter du départ effectif du logement ;
- qu'en cas de mise en jeu de la GARANTIE LOCA-PASS®, les fonds seront versés directement au bailleur ou à son représentant, à charge pour le(s) locataire(s) (ou leur représentant légal le cas échéant) de rembourser intégralement Action Logement Services sur une durée maximum de 3 ans.

Je(nous) reconnais(ssons) avoir été informé(s) qu'en cas de fausse déclaration, les sommes versées au titre des AIDES LOCA-PASS® accordées devront être immédiatement remboursées à Action Logement Services sans qu'il soit nécessaire, pour cette dernière, de procéder à l'envoi d'une mise en demeure préalable.


Action Logement Services se réserve le droit de contrôler l'exactitude des renseignements fournis.

EMPRUNTEUR

Fait à

le/...../.....

Signature Madame NERHOT Karine


Paraphez
(Vos initiales)

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex
Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris



FICHE D'INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES EUROPÉENNES NORMALISÉES EN MATIÈRE DE CRÉDIT AUX CONSOMMATEURS

Articles L.312-12 et R.312-5 du Code de la consommation

Un crédit vous engage et doit être remboursé.

Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

1. IDENTITÉ ET COORDONNÉES DU PRÊTEUR

Prêteur	Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824 541 148, dûment représentée,
Siège social	19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS
Interlocuteur	Tél. : 0970800800
Adresse internet	www.actionlogement.fr

2. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU CRÉDIT

Type de crédit	Prêt amortissable à taux fixe dénommé : « AVANCE LOCA-PASS® » Le prêt amortissable est un crédit dont le capital est "amorti" dans le temps. L'emprunteur rembourse une partie du capital à chaque échéance.
Montant total du crédit (total des sommes rendues disponibles en vertu du contrat de crédit)	650,00 euros
Conditions de mise à disposition des fonds (façon dont vous obtiendrez l'argent et moment auquel vous l'obtenez)	Le montant du crédit accordé sera versé par le prêteur à l'emprunteur, ou au bailleur avec l'accord de l'emprunteur. La mise à disposition des fonds interviendra après réception, par le prêteur, de l'ensemble des pièces suivantes : - la fiche de dialogue complétée et signée, avec l'ensemble des pièces justificatives qui y sont demandées ; - l'exemplaire Action Logement Services de la présente offre de contrat de crédit dûment paraphé, complété et signé ; - l'exemplaire Action Logement Services de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs paraphé et signé. À défaut de transmission de ces documents dans les 2 mois qui suivent la date de prise d'effet du bail, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu. Pendant un délai de 7 jours à compter de l'acceptation du contrat par l'emprunteur, aucun paiement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peut être fait par le prêteur à l'emprunteur ou pour le compte de celui-ci, ni par l'emprunteur au prêteur. Pendant ce même délai, l'emprunteur ne peut pas non plus effectuer, au titre de l'opération en cause, le moindre dépôt au profit du prêteur ou pour le compte de celui-ci.
Durée du contrat de crédit	12 mois
Echéances	L'emprunteur devra payer ce qui suit : 12 mensualités de 54,17 € chacune. L'emprunteur devra, pendant toute la durée de remboursement du crédit, verser les sommes nécessaires au règlement des échéances sur le compte bancaire dont les coordonnées figurent sur le mandat de prélèvement SEPA signé. Il autorise, jusqu'à la dernière échéance, le prêteur à prélever, sur ce compte, les sommes correspondant aux mensualités dues.
Montant total à payer (montant du capital emprunté majoré des intérêts et, le cas échéant, des primes d'assurance)	650,00 euros dont 0 € d'intérêts

3. COÛT DU CRÉDIT

Taux débiteur	Taux d'intérêt nominal fixe à 0 %
Taux annuel effectif global (TAEG) (coût total exprimé en pourcentage annuel du montant du crédit qui permet de comparer différentes offres)	0 %
Est-il obligatoire pour l'obtention même du crédit de contracter : - une assurance liée au crédit ? - un autre service accessoire ?	Non Non
Montant des frais liés à l'exécution du contrat de crédit	0 euro
Frais en cas de défaillance de l'emprunteur Les impayés risquent d'avoir de graves conséquences pour vous et de vous empêcher d'obtenir un nouveau crédit	Toute somme non payée à son échéance portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 points, à compter de son exigibilité et jusqu'à la date de reprise du cours normal des remboursements. En cas de départ du logement, le capital restant dû devra être remboursé par anticipation au prêteur dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de départ effectif du logement. A l'issue de ce délai, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû. En cas de défaut de paiement, de déclaration incomplète ou inexacte de la part de l'emprunteur, le prêteur pourra mettre en œuvre la déchéance du terme et exiger le remboursement immédiat du capital restant dû devenu de plein droit exigible par anticipation. A l'issue d'un délai de 15 jours calendaires révolus à compter de la date de présentation, par courrier recommandé

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

avec avis de réception, d'une mise en demeure de payer ou de régulariser la situation de l'emprunteur demeurée infructueuse, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

4. AUTRES ASPECTS JURIDIQUES IMPORTANTS

Droit de rétractation <i>Vous disposez d'un délai de 14 jours calendaires pour revenir sur votre engagement vis-à-vis du contrat de crédit.</i>	Oui
Remboursement anticipé <i>Vous avez le droit de procéder à tout moment au remboursement anticipé, total ou partiel, du crédit.</i>	A tout moment, l'emprunteur pourra rembourser, par anticipation et sans frais, son crédit en totalité, ou partiellement dès lors que le montant du remboursement, sauf s'il s'agit du solde, représente au moins 10 % du capital emprunté.
<i>Le prêteur doit, dans le cadre de la procédure d'octroi du crédit, consulter le fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers.</i>	Oui
Droit à un projet de contrat de crédit <i>Vous avez le droit d'obtenir gratuitement, sur demande, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec vous.</i>	Oui
Le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles	Ces informations sont valables du 14/10/2021 au 30/10/2021

5. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES EN CAS DE VENTE À DISTANCE DE SERVICES FINANCIERS AU SENS DE L'ARTICLE L.222-1 DU CODE DE LA CONSOMMATION

Autorités de surveillance	<ul style="list-style-type: none"> - l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située 1, rue du Général Leclerc ; 92800 Puteaux - l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest ; CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 - l'autorité de la concurrence, située 11, rue de l'Echelle ; 75001 Paris - la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris Cedex 13.
Exercice du droit de rétractation	<p>L'emprunteur peut revenir sur son engagement, sans motif ni pénalité, dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de l'acceptation de l'offre de contrat de crédit, en envoyant au prêteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, le bordereau de rétractation détachable joint à l'offre dûment complété et signé ou toute autre déclaration écrite dénuée d'ambiguïté, à l'adresse suivante : Action Logement Services - 25 Place Du Capitaine Dreyfus - CS 90024 - 68025 Colmar Cedex</p> <p>L'exercice du droit de rétractation emporte résolution de plein droit du contrat de crédit. En conséquence, en cas de rétractation, et si les fonds ont déjà été mis à disposition de l'emprunteur, ce dernier devra rembourser le capital versé dans un délai de 30 jours calendaires révolus à compter du jour de l'envoi de la notification de rétractation au prêteur.</p> <p>Le contrat de crédit ne devient donc parfait qu'à la double condition que l'emprunteur n'ait pas usé de sa faculté de rétractation dans le délai imparti et que le prêteur lui ait fait connaître, dans un délai de 7 jours, sa décision de lui accorder le crédit. Si le prêteur ne s'est pas manifesté, on considère que l'offre a été refusée, la mise à votre disposition des fonds au-delà de ces 7 jours valant agrément par le prêteur.</p>
La législation sur laquelle le prêteur se fonde pour établir des relations avec vous avant la conclusion du contrat de crédit	L'offre de contrat de crédit est établie en application des articles L.222-1 et suivants et L.312-1 et suivants du Code de la consommation, de l'article L.313-3 a) du Code de la construction et de l'habitation et réalisée conformément à la convention quinquennale Etat/Action Logement Groupe prévoyant l'octroi de crédit à des personnes physiques en vue de favoriser leur parcours résidentiel et aux directives émises par le conseil d'administration d'Action Logement Groupe.
Juridiction compétente	Le tribunal d'instance territorialement compétent connaît des litiges nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution et l'interprétation du contrat de crédit. Les actions en paiement engagées devant lui, à l'occasion de la défaillance de l'emprunteur, doivent être formées dans les 2 ans qui suivent la survenance de l'événement qui leur a donné naissance, à peine de forclusion.
Régime linguistique	La langue utilisée pour les relations contractuelles présentes et à venir est la langue française.
Réclamation et médiation	<p>Afin de résoudre toute difficulté relative aux services fournis par le prêteur et à l'exécution du contrat de crédit, l'emprunteur peut s'adresser au service réclamation du prêteur, soit par internet (www.actionlogement.fr), soit par courrier postal affranchi à l'adresse suivante :</p> <p>Action Logement Services- Service Réclamation - 21, quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13.</p> <p>En cas de désaccord persistant ou en l'absence de réponse, l'emprunteur disposera de la faculté de faire appel gratuitement au médiateur de l'association française des sociétés financières (ASF) soit par voie électronique (lmediateur.asf-france.com), soit en adressant un courrier à l'adresse suivante : Monsieur le médiateur de l'ASF - 75854 Paris Cedex 17.</p>

EMPRUNTEUR

Signature précédée de la mention
 "Lu et approuvé"

Paraphez
 (Vos initiales)

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex
 Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris



OFFRE DE CONTRAT DE CRÉDIT AVANCE LOCA-PASS®

Cette offre de contrat de crédit a été établie en application des articles L.222-1 et suivants et L.312-1 et suivants du Code de la consommation, de l'article L.313-3 a) du Code de la construction et de l'habitation et réalisée conformément à la convention quinquennale Etat/Action Logement Groupe prévoyant l'octroi de crédit à des personnes physiques en vue de favoriser leur parcours résidentiel et aux directives émises par le conseil d'administration d'Action Logement Groupe.

Cette offre est valable 15 jours à compter de sa remise à l'emprunteur, soit jusqu'au 29/10/2021

PRÊTEUR : Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS

et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824 541 148, dûment représentée,

Ci-après dénommée le « prêteur »

	EMPRUNTEUR	
Nom	NERHOT	
Prénom	Karine	
Date et lieu de naissance	23/10/1971 à RENNES	
Adresse actuelle	143 chemin de moneiret La seyne sur mer 83500 LA SEYNE SUR MER	

Emprunteurs solidaires, ci-après dénommé(e)s l' « emprunteur » sans nuire à la solidarité existant entre eux.

1. TYPE DE CRÉDIT

L'AVANCE LOCA-PASS® est un contrat de crédit amortissable à taux fixe destiné au financement de tout ou partie du dépôt de garantie exigé par le bailleur à l'entrée dans les lieux de l'emprunteur dans le logement constituant sa résidence principale situé : 452 chemin de la Lange 83110 SANARY SUR MER.

Date d'effet du bail : 22/10/2021.

2. CARACTÉRISTIQUES DU CRÉDIT

- Montant du crédit accordé : 650,00 €
- Taux nominal du prêt : 0 %
- Taux annuel effectif global (TAEG) : 0 %
- Taux de période mensuel : 0 %
- Frais liés à l'exécution du contrat de crédit : 0 €
- Coût du crédit accordé : 0 €
- Montant total dû par l'emprunteur : 650,00 €
- Durée du contrat de crédit : 12 mois
- Remboursement du crédit : 12 mensualités de 54,17 € chacune.

Le taux annuel effectif global (TAEG) est déterminé en ajoutant aux intérêts les frais, les taxes, les commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, supportés par l'emprunteur et connus du prêteur à la date d'émission de l'offre de contrat de crédit.

3. CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION DES FONDS

Le montant du crédit accordé sera versé par le prêteur à l'emprunteur, ou au bailleur avec l'accord de l'emprunteur. La mise à disposition des fonds interviendra après réception, par le prêteur, de l'ensemble des pièces suivantes :

- la fiche de dialogue complétée et signée, avec l'ensemble des pièces justificatives qui y sont demandées ;
- l'exemplaire Action Logement Services de la présente offre de contrat de crédit dûment paraphé, complété et signé ;
- l'exemplaire d'Action Logement Services de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs paraphé et signé.

À défaut de transmission de ces documents dans les 2 mois qui suivent la date de prise d'effet du bail, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu.

4. CONDITIONS D'ACCEPTATION ET DE RETRACTATION

Les conditions de la présente offre de contrat de crédit sont valables 15 jours à compter de la date de sa remise à l'emprunteur. Le prêteur a préalablement procédé à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'emprunteur.

Si cette offre convient à l'emprunteur, il doit en adresser un exemplaire au prêteur après avoir paraphé chaque page et apposé sa signature au bas de la formule d'acceptation dûment remplie en dernière page.

Pendant un délai de 7 jours à compter de l'acceptation du contrat par l'emprunteur, aucun paiement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peut être fait par le prêteur à l'emprunteur ou pour le compte de celui-ci, ni par l'emprunteur au prêteur. Pendant ce même délai, l'emprunteur ne peut pas non plus effectuer, au titre de l'opération en cause, le moindre dépôt au profit du prêteur ou pour le compte de celui-ci. Si une autorisation de prélèvement sur son compte bancaire est signée par l'emprunteur, sa validité et sa prise d'effet sont subordonnées à celles du contrat de crédit.

Le contrat accepté par l'emprunteur ne devient parfait qu'à la double condition que celui-ci n'ait pas usé de sa faculté de rétractation et que le prêteur lui ait fait connaître, dans un délai de 7 jours, sa décision de lui accorder le crédit. L'accord est, en tout état de cause, subordonné à la remise par l'emprunteur des pièces listées à l'article 3 de la présente offre de contrat de crédit. Cet agrément est réputé refusé si, à l'expiration du délai de 7 jours, la décision de lui accorder le crédit n'a pas été portée à sa connaissance. Le cas échéant, si le prêteur l'informe de sa décision de lui accorder le prêt après l'expiration de ce délai, l'emprunteur aura encore la possibilité de bénéficier du contrat de crédit. La mise à disposition des fonds, au-delà du délai de 7 jours, vaut agrément de l'emprunteur par le prêteur.

L'emprunteur peut revenir sur son engagement, sans motif ni pénalité, dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de l'acceptation de l'offre de contrat de crédit, en envoyant au prêteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, le bordereau de rétractation détachable joint à l'offre dûment complété et signé ou toute autre déclaration écrite dénuée d'ambiguïté.

L'exercice du droit de rétractation emporte résolution de plein droit du contrat de crédit. En conséquence, en cas de rétractation, et si les fonds ont déjà été mis à disposition de l'emprunteur, ce dernier devra rembourser le capital versé dans un délai de 30 jours calendaires révolus à compter du jour de l'envoi de la notification de rétractation au prêteur. En aucun cas, l'exercice de ce droit de rétractation ne pourra donner lieu à enregistrement sur un fichier.

5. MODALITÉ DE REMBOURSEMENT

L'emprunteur devra, pendant toute la durée de remboursement du crédit, verser les sommes nécessaires au règlement des échéances sur le compte bancaire dont les coordonnées figurent sur le mandat de prélèvement SEPA signé. Il autorise, jusqu'à la dernière échéance, le prêteur à prélever, sur ce compte, les sommes correspondant aux mensualités dues.

6. OBLIGATION D'INFORMATION

L'emprunteur s'oblige, pendant toute la durée de remboursement du crédit, à fournir au prêteur toutes les pièces justificatives qu'il pourrait lui demander afin d'examiner la conformité de sa situation au regard des obligations découlant du présent contrat de crédit. L'emprunteur autorise le prêteur à effectuer tout

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

contrôle nécessaire pour s'assurer de l'emploi correct des fonds. L'emprunteur s'engage à informer immédiatement le prêteur de tout changement de domiciliation bancaire, et à communiquer sa nouvelle adresse au prêteur au plus tard le jour de son déménagement en cas de changement de logement. Durant la période de remboursement du prêt, l'emprunteur pourra, à sa demande et sans frais, recevoir un relevé de ses remboursements sous forme de tableau d'amortissement.

7. REMBOURSEMENT ANTICIPÉ

A tout moment, l'emprunteur pourra rembourser, par anticipation et sans frais, son crédit en totalité, ou partiellement dès lors que le montant du remboursement, sauf s'il s'agit du solde, représente au moins 10 % du capital emprunté. L'emprunteur sera tenu d'informer le prêteur de son intention au moins un mois avant l'échéance suivante.

En cas de remboursement anticipé partiel du capital emprunté, les parties pourront convenir de réduire la durée du prêt ou le montant des échéances.

Un nouvel échéancier sera alors établi par le prêteur, sans frais à la charge de l'emprunteur.

8. INTÉRÊTS DE RETARD ET DÉCHÉANCE DU TERME

L'emprunteur reconnaît et accepte que la conclusion du présent contrat de crédit puisse induire des risques spécifiques pour lui, compte tenu de sa situation financière.

Toute somme non payée à son échéance portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 points, à compter de son exigibilité et jusqu'à la date de reprise du cours normal des remboursements.

En cas de départ du logement, le capital restant dû devra être remboursé par anticipation au prêteur dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de départ effectif du logement. A l'issue de ce délai, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

En cas de défaut de paiement, déclaration incomplète ou inexacte de la part de l'emprunteur, le prêteur pourra mettre en œuvre la déchéance du terme et exiger le remboursement immédiat du capital restant dû devenu de plein droit exigible par anticipation.

A l'issue d'un délai de 15 jours calendaires révolus à compter de la date de présentation, par courrier recommandé avec avis de réception, d'une mise en demeure de payer ou de régulariser la situation de l'emprunteur demeurée infructueuse, le prêteur pourra également exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

Aucune autre somme ne pourra être réclamée par le prêteur à l'emprunteur, à l'exception des frais taxables occasionnés par la défaillance de l'emprunteur, à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire de frais de recouvrement.

9. SOLIDARITÉ ET INDIVISIBILITÉ

En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont solidairement et indivisiblement responsables de l'exécution de tous les engagements pris aux termes du présent contrat de crédit, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera tous.

Si l'un des emprunteurs décède, ses ayants-droits seront tenus solidairement et indivisiblement de l'exécution du présent contrat de crédit. Un courrier recommandé avec avis de réception leur sera adressé afin d'envisager les modalités de remboursement des sommes restant dues.

Toute désolidarisation des emprunteurs, quelle qu'en soit la raison, devra faire l'objet d'un accord exprès du prêteur.

10. TRANSFERT DU PRÊT

Compte tenu de sa spécificité, ce prêt ne pourra pas faire l'objet d'un transfert à l'égard d'un autre prêteur ou d'un autre bien, à l'initiative de l'emprunteur.

11. RÉCLAMATION ET MÉDIATION

Afin de résoudre toute difficulté relative aux services fournis par le prêteur et à l'exécution du présent contrat de crédit, l'emprunteur peut s'adresser au service réclamation du prêteur, soit par internet (www.actionlogement.fr), soit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Action Logement Services- Service Réclamation - 21, quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13.

Le prêteur, après avoir accusé réception, dans un délai de 10 jours ouvrables, de la saisine par internet ou du courrier reçu, s'engage à répondre à l'emprunteur dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la réclamation.

En cas de désaccord persistant ou en l'absence de réponse, conformément à l'article L.316-1 du Code monétaire et financier, l'emprunteur disposera de la faculté de faire appel gratuitement au médiateur de l'association française des

sociétés financières (ASF) soit par voie électronique (lemediateur.asf-france.com), soit en adressant un courrier à l'adresse suivante : Monsieur le médiateur de l'ASF - 75854 Paris Cedex 17. Le médiateur disposera alors d'un délai de 90 jours pour répondre à la demande de l'emprunteur à compter de la date de la notification mentionnée à l'article R.612-2 du Code de la consommation. Le médiateur peut prolonger ce délai, à tout moment, en cas de litige complexe. Il en avise immédiatement les parties.

12. CONTENTIEUX

Le tribunal d'instance territorialement compétent connaît des litiges nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution et l'interprétation du présent contrat de crédit. Les actions en paiement engagées devant lui, à l'occasion de la défaillance de l'emprunteur, doivent être formées dans les 2 ans qui suivent la survenance de l'événement qui leur a donné naissance, à peine de forclusion. Cet événement est caractérisé par le premier incident de paiement non régularisé, ou le non-paiement des sommes dues à la suite de la résiliation du contrat ou de son terme. Lorsque les modalités de règlement des échéances impayées ont fait l'objet d'un réaménagement ou d'un rééchelonnement, le point de départ du délai de forclusion est le premier incident non régularisé intervenu après le premier aménagement ou rééchelonnement conclu entre les parties, ou après adoption du plan conventionnel de redressement prévu à l'article L.732-1 du Code de la consommation, ou après décision de la commission imposant les mesures prévues à l'article L.733-1 du Code de la consommation.

13. AUTORITÉS DE CONTRÔLE

Le prêteur, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située 1, rue du Général Leclerc ; 92800 Puteaux (www.ancols.fr).

L'autorité chargée du contrôle des établissements de crédit est l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest ; CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

En application des articles L.511-1 et suivants du Code de la consommation, l'autorité de la concurrence, située 11, rue de l'Echelle ; 75001 Paris, est compétente pour rechercher et constater les infractions ou manquements aux dispositions des articles L.312-1 et suivants du Code de la consommation.

La direction du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie chargée de contribuer à l'efficacité économique, au bénéfice des consommateurs, est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris Cedex 13.

14. FICHIER NATIONAL DES INCIDENTS DE REMBOURSEMENT DES CRÉDITS AUX PARTICULIERS (FICP)

Le FICP est un fichier national recensant les informations sur les incidents de paiement caractérisés liés aux crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

En application de l'article L.752-1 du Code de la consommation, le prêteur est tenu de déclarer à la Banque de France les incidents de paiement caractérisés. Dès la réception de cette déclaration, la Banque de France inscrit immédiatement les incidents de paiement caractérisés au FICP et, dans le même temps, met cette information à la disposition de l'ensemble des établissements et organismes ayant accès au fichier. Les informations relatives à ces incidents sont radiées immédiatement à la réception de la déclaration de paiement intégral des sommes dues effectuée par l'établissement à l'origine de la demande d'inscription au fichier. Les frais afférents à cette déclaration ne peuvent être facturés aux personnes physiques concernées. En tout état de cause, elles ne seront pas gardées pendant plus de 5 ans à compter de la date d'enregistrement par la Banque de France de l'incident ayant entraîné l'inscription.

Le prêteur informera l'emprunteur avant toute demande d'inscription au FICP, conformément à l'article L.751-4 du Code de la consommation. Le FICP est soumis à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

15. CONSENTEMENT AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de l'emprunteur, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction du dossier et sa gestion. Ces informations seront recensées dans un fichier informatisé et conservées en mémoire informatique. Les données collectées sont destinées aux services concernés du prêteur et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, à Action Logement Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Le prêteur est tenu au secret professionnel concernant ces données. L'emprunteur dispose, conformément aux articles 38 et suivants de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification et de suppression des données le concernant, ainsi que d'un droit d'opposition, pour motifs légitimes, à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement en s'adressant à Action Logement Services - Code de Gestion : CRI75 - P&A CSP IDF - 122, boulevard Victor Hugo - CS 70001 - 93489 Saint-Ouen Cedex, en joignant une copie de son titre d'identité. Il dispose également d'un droit d'opposition, sans frais, à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, en s'adressant au prêteur selon les mêmes modalités qu'exposées ci-dessus. Il

dispose également d'un droit d'opposition, sans frais, à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, en s'adressant au prêteur selon les mêmes modalités qu'exposées ci-dessus.

16. MODIFICATION DU CONTRAT DE CRÉDIT

Aucune modification ne pourra être apportée au présent contrat de crédit autrement que sous la seule forme d'un avenant établi sur papier ou sur un autre support durable.

17. LANGUE DU CONTRAT

La langue utilisée pour les relations contractuelles présentes et à venir est la langue française.

DÉCLARATION D'ACCEPTATION DE L'AVANCE LOCA-PASS®

Rappel : conformément à l'article L.312-18 du Code de la consommation, les conditions contenues dans la présente offre sont valables 15 jours à compter de la remise de l'offre de contrat de crédit à l'emprunteur.

Je (nous) soussigné(es), déclare (déclarons) accepter le / / la présente offre de contrat de crédit reçue le / /, d'un montant de €.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des documents fournis par le prêteur, je (nous) reconnais(sons) rester en possession d'un exemplaire de l'offre de contrat de crédit dotée d'un bordereau de rétractation détachable et de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs.

Offre émise en 3 exemplaires.

PRÊTEUR
Fait à Colmar
Le : 14/10/2021



EMPRUNTEUR
Fait à
Le / /
Signature précédée de la mention
"Lu et approuvé"

BORDEREAU DE RÉTRACTATION

Uniquement si vous renoncez à l'offre

À renvoyer au plus tard 14 jours après la date de votre acceptation du contrat de crédit. Le délai commence à courir à compter du jour de votre acceptation de l'offre de contrat de crédit. La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée, lisiblement et parfaitement remplie, avant l'expiration du délai rappelé ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé réception à Action Logement Services P&A COLMAR 25 Place Du Capitaine Dreyfus - CS 90024 68025 Colmar Cedex.

Dossier AVANCE LOCA-PASS® n° ALSXLOC-21819880.

Je (nous) soussigné(es) déclare (déclarons) renoncer à l'offre de contrat de crédit de euros que j'ai (nous avons) acceptée le / / pour financer le dépôt de garantie de ma (notre) résidence principale.

Fait à Le : / /

EMPRUNTEUR



FICHE D'INFORMATIONS PRÉCONTRACTUELLES EUROPÉENNES NORMALISÉES EN MATIÈRE DE CRÉDIT AUX CONSOMMATEURS

Articles L.312-12 et R.312-5 du Code de la consommation

Un crédit vous engage et doit être remboursé.

Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

1. IDENTITÉ ET COORDONNÉES DU PRÊTEUR

Prêteur	Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824 541 148, dûment représentée,
Siège social	19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS
Interlocuteur	Tél. : 0970800800
Adresse internet	www.actionlogement.fr

2. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU CRÉDIT

Type de crédit	Prêt amortissable à taux fixe dénommé : « AVANCE LOCA-PASS® » Le prêt amortissable est un crédit dont le capital est "amorti" dans le temps. L'emprunteur rembourse une partie du capital à chaque échéance.
Montant total du crédit (total des sommes rendues disponibles en vertu du contrat de crédit)	650,00 euros
Conditions de mise à disposition des fonds (façon dont vous obtiendrez l'argent et moment auquel vous l'obtenez)	Le montant du crédit accordé sera versé par le prêteur à l'emprunteur, ou au bailleur avec l'accord de l'emprunteur. La mise à disposition des fonds interviendra après réception, par le prêteur, de l'ensemble des pièces suivantes : - la fiche de dialogue complétée et signée, avec l'ensemble des pièces justificatives qui y sont demandées ; - l'exemplaire Action Logement Services de la présente offre de contrat de crédit dûment paraphé, complété et signé ; - l'exemplaire Action Logement Services de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs paraphé et signé. À défaut de transmission de ces documents dans les 2 mois qui suivent la date de prise d'effet du bail, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu. Pendant un délai de 7 jours à compter de l'acceptation du contrat par l'emprunteur, aucun paiement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peut être fait par le prêteur à l'emprunteur ou pour le compte de celui-ci, ni par l'emprunteur au prêteur. Pendant ce même délai, l'emprunteur ne peut pas non plus effectuer, au titre de l'opération en cause, le moindre dépôt au profit du prêteur ou pour le compte de celui-ci.
Durée du contrat de crédit	12 mois
Echéances	L'emprunteur devra payer ce qui suit : 12 mensualités de 54,17 € chacune. L'emprunteur devra, pendant toute la durée de remboursement du crédit, verser les sommes nécessaires au règlement des échéances sur le compte bancaire dont les coordonnées figurent sur le mandat de prélèvement SEPA signé. Il autorise, jusqu'à la dernière échéance, le prêteur à prélever, sur ce compte, les sommes correspondant aux mensualités dues.
Montant total à payer (montant du capital emprunté majoré des intérêts et, le cas échéant, des primes d'assurance)	650,00 euros dont 0 € d'intérêts

3. COÛT DU CRÉDIT

Taux débiteur	Taux d'intérêt nominal fixe à 0 %
Taux annuel effectif global (TAEG) (coût total exprimé en pourcentage annuel du montant du crédit qui permet de comparer différentes offres)	0 %
Est-il obligatoire pour l'obtention même du crédit de contracter : - une assurance liée au crédit ? - un autre service accessoire ?	Non Non
Montant des frais liés à l'exécution du contrat de crédit	0 euro
Frais en cas de défaillance de l'emprunteur Les impayés risquent d'avoir de graves conséquences pour vous et de vous empêcher d'obtenir un nouveau crédit	Toute somme non payée à son échéance portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 points, à compter de son exigibilité et jusqu'à la date de reprise du cours normal des remboursements. En cas de départ du logement, le capital restant dû devra être remboursé par anticipation au prêteur dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de départ effectif du logement. A l'issue de ce délai, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû. En cas de défaut de paiement, de déclaration incomplète ou inexacte de la part de l'emprunteur, le prêteur pourra mettre en œuvre la déchéance du terme et exiger le remboursement immédiat du capital restant dû devenu de plein droit exigible par anticipation. A l'issue d'un délai de 15 jours calendaires révolus à compter de la date de présentation, par courrier recommandé

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

avec avis de réception, d'une mise en demeure de payer ou de régulariser la situation de l'emprunteur demeurée infructueuse, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

4. AUTRES ASPECTS JURIDIQUES IMPORTANTS

Droit de rétractation <i>Vous disposez d'un délai de 14 jours calendaires pour revenir sur votre engagement vis-à-vis du contrat de crédit.</i>	Oui
Remboursement anticipé <i>Vous avez le droit de procéder à tout moment au remboursement anticipé, total ou partiel, du crédit.</i>	A tout moment, l'emprunteur pourra rembourser, par anticipation et sans frais, son crédit en totalité, ou partiellement dès lors que le montant du remboursement, sauf s'il s'agit du solde, représente au moins 10 % du capital emprunté.
<i>Le prêteur doit, dans le cadre de la procédure d'octroi du crédit, consulter le fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers.</i>	Oui
Droit à un projet de contrat de crédit <i>Vous avez le droit d'obtenir gratuitement, sur demande, un exemplaire du projet de contrat de crédit. Cette disposition ne s'applique pas si, au moment de la demande, le prêteur n'est pas disposé à conclure le contrat de crédit avec vous.</i>	Oui
Le délai pendant lequel le prêteur est lié par les informations précontractuelles	Ces informations sont valables du 14/10/2021 au 30/10/2021

5. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES EN CAS DE VENTE À DISTANCE DE SERVICES FINANCIERS AU SENS DE L'ARTICLE L.222-1 DU CODE DE LA CONSOMMATION

Autorités de surveillance	<ul style="list-style-type: none"> - l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située 1, rue du Général Leclerc ; 92800 Puteaux - l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest ; CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 - l'autorité de la concurrence, située 11, rue de l'Echelle ; 75001 Paris - la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris Cedex 13.
Exercice du droit de rétractation	<p>L'emprunteur peut revenir sur son engagement, sans motif ni pénalité, dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de l'acceptation de l'offre de contrat de crédit, en envoyant au prêteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, le bordereau de rétractation détachable joint à l'offre dûment complété et signé ou toute autre déclaration écrite dénuée d'ambiguïté, à l'adresse suivante : Action Logement Services - 25 Place Du Capitaine Dreyfus - CS 90024 - 68025 Colmar Cedex</p> <p>L'exercice du droit de rétractation emporte résolution de plein droit du contrat de crédit. En conséquence, en cas de rétractation, et si les fonds ont déjà été mis à disposition de l'emprunteur, ce dernier devra rembourser le capital versé dans un délai de 30 jours calendaires révolus à compter du jour de l'envoi de la notification de rétractation au prêteur.</p> <p>Le contrat de crédit ne devient donc parfait qu'à la double condition que l'emprunteur n'ait pas usé de sa faculté de rétractation dans le délai imparti et que le prêteur lui ait fait connaître, dans un délai de 7 jours, sa décision de lui accorder le crédit. Si le prêteur ne s'est pas manifesté, on considère que l'offre a été refusée, la mise à votre disposition des fonds au-delà de ces 7 jours valant agrément par le prêteur.</p>
La législation sur laquelle le prêteur se fonde pour établir des relations avec vous avant la conclusion du contrat de crédit	L'offre de contrat de crédit est établie en application des articles L.222-1 et suivants et L.312-1 et suivants du Code de la consommation, de l'article L.313-3 a) du Code de la construction et de l'habitation et réalisée conformément à la convention quinquennale Etat/Action Logement Groupe prévoyant l'octroi de crédit à des personnes physiques en vue de favoriser leur parcours résidentiel et aux directives émises par le conseil d'administration d'Action Logement Groupe.
Juridiction compétente	Le tribunal d'instance territorialement compétent connaît des litiges nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution et l'interprétation du contrat de crédit. Les actions en paiement engagées devant lui, à l'occasion de la défaillance de l'emprunteur, doivent être formées dans les 2 ans qui suivent la survenance de l'événement qui leur a donné naissance, à peine de forclusion.
Régime linguistique	La langue utilisée pour les relations contractuelles présentes et à venir est la langue française.
Réclamation et médiation	<p>Afin de résoudre toute difficulté relative aux services fournis par le prêteur et à l'exécution du contrat de crédit, l'emprunteur peut s'adresser au service réclamation du prêteur, soit par internet (www.actionlogement.fr), soit par courrier postal affranchi à l'adresse suivante :</p> <p>Action Logement Services- Service Réclamation - 21, quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13.</p> <p>En cas de désaccord persistant ou en l'absence de réponse, l'emprunteur disposera de la faculté de faire appel gratuitement au médiateur de l'association française des sociétés financières (ASF) soit par voie électronique (lmediateur.asf-france.com), soit en adressant un courrier à l'adresse suivante : Monsieur le médiateur de l'ASF - 75854 Paris Cedex 17.</p>

EMPRUNTEUR

Signature précédée de la mention
 "Lu et approuvé"

Paraphez
 (Vos initiales)

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex
 Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris



OFFRE DE CONTRAT DE CRÉDIT AVANCE LOCA-PASS®

Cette offre de contrat de crédit a été établie en application des articles L.222-1 et suivants et L.312-1 et suivants du Code de la consommation, de l'article L.313-3 a) du Code de la construction et de l'habitation et réalisée conformément à la convention quinquennale Etat/Action Logement Groupe prévoyant l'octroi de crédit à des personnes physiques en vue de favoriser leur parcours résidentiel et aux directives émises par le conseil d'administration d'Action Logement Groupe.

Cette offre est valable 15 jours à compter de sa remise à l'emprunteur, soit jusqu'au 29/10/2021

PRÊTEUR : Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS

et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824 541 148, dûment représentée,

Ci-après dénommée le « prêteur »

	EMPRUNTEUR	
Nom	NERHOT	
Prénom	Karine	
Date et lieu de naissance	23/10/1971 à RENNES	
Adresse actuelle	143 chemin de moneiret La seyne sur mer 83500 LA SEYNE SUR MER	

Emprunteurs solidaires, ci-après dénommé(e)s l' « emprunteur » sans nuire à la solidarité existant entre eux.

1. TYPE DE CRÉDIT

L'AVANCE LOCA-PASS® est un contrat de crédit amortissable à taux fixe destiné au financement de tout ou partie du dépôt de garantie exigé par le bailleur à l'entrée dans les lieux de l'emprunteur dans le logement constituant sa résidence principale situé : 452 chemin de la Lange 83110 SANARY SUR MER.

Date d'effet du bail : 22/10/2021.

2. CARACTÉRISTIQUES DU CRÉDIT

- Montant du crédit accordé : 650,00 €
- Taux nominal du prêt : 0 %
- Taux annuel effectif global (TAEG) : 0 %
- Taux de période mensuel : 0 %
- Frais liés à l'exécution du contrat de crédit : 0 €
- Coût du crédit accordé : 0 €
- Montant total dû par l'emprunteur : 650,00 €
- Durée du contrat de crédit : 12 mois
- Remboursement du crédit : 12 mensualités de 54,17 € chacune.

Le taux annuel effectif global (TAEG) est déterminé en ajoutant aux intérêts les frais, les taxes, les commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, supportés par l'emprunteur et connus du prêteur à la date d'émission de l'offre de contrat de crédit.

3. CONDITIONS DE MISE À DISPOSITION DES FONDS

Le montant du crédit accordé sera versé par le prêteur à l'emprunteur, ou au bailleur avec l'accord de l'emprunteur. La mise à disposition des fonds interviendra après réception, par le prêteur, de l'ensemble des pièces suivantes :

- la fiche de dialogue complétée et signée, avec l'ensemble des pièces justificatives qui y sont demandées ;
- l'exemplaire Action Logement Services de la présente offre de contrat de crédit dûment paraphé, complété et signé ;
- l'exemplaire d'Action Logement Services de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs paraphé et signé.

À défaut de transmission de ces documents dans les 2 mois qui suivent la date de prise d'effet du bail, le présent contrat sera considéré comme nul et non avenu.

4. CONDITIONS D'ACCEPTATION ET DE RETRACTATION

Les conditions de la présente offre de contrat de crédit sont valables 15 jours à compter de la date de sa remise à l'emprunteur. Le prêteur a préalablement procédé à une évaluation rigoureuse de la solvabilité de l'emprunteur.

Si cette offre convient à l'emprunteur, il doit en adresser un exemplaire au prêteur après avoir paraphé chaque page et apposé sa signature au bas de la formule d'acceptation dûment remplie en dernière page.

Pendant un délai de 7 jours à compter de l'acceptation du contrat par l'emprunteur, aucun paiement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peut être fait par le prêteur à l'emprunteur ou pour le compte de celui-ci, ni par l'emprunteur au prêteur. Pendant ce même délai, l'emprunteur ne peut pas non plus effectuer, au titre de l'opération en cause, le moindre dépôt au profit du prêteur ou pour le compte de celui-ci. Si une autorisation de prélèvement sur son compte bancaire est signée par l'emprunteur, sa validité et sa prise d'effet sont subordonnées à celles du contrat de crédit.

Le contrat accepté par l'emprunteur ne devient parfait qu'à la double condition que celui-ci n'ait pas usé de sa faculté de rétractation et que le prêteur lui ait fait connaître, dans un délai de 7 jours, sa décision de lui accorder le crédit. L'accord est, en tout état de cause, subordonné à la remise par l'emprunteur des pièces listées à l'article 3 de la présente offre de contrat de crédit. Cet agrément est réputé refusé si, à l'expiration du délai de 7 jours, la décision de lui accorder le crédit n'a pas été portée à sa connaissance. Le cas échéant, si le prêteur l'informe de sa décision de lui accorder le prêt après l'expiration de ce délai, l'emprunteur aura encore la possibilité de bénéficier du contrat de crédit. La mise à disposition des fonds, au-delà du délai de 7 jours, vaut agrément de l'emprunteur par le prêteur.

L'emprunteur peut revenir sur son engagement, sans motif ni pénalité, dans un délai de 14 jours calendaires révolus à compter du jour de l'acceptation de l'offre de contrat de crédit, en envoyant au prêteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, le bordereau de rétractation détachable joint à l'offre dûment complété et signé ou toute autre déclaration écrite dénuée d'ambiguïté.

L'exercice du droit de rétractation emporte résolution de plein droit du contrat de crédit. En conséquence, en cas de rétractation, et si les fonds ont déjà été mis à disposition de l'emprunteur, ce dernier devra rembourser le capital versé dans un délai de 30 jours calendaires révolus à compter du jour de l'envoi de la notification de rétractation au prêteur. En aucun cas, l'exercice de ce droit de rétractation ne pourra donner lieu à enregistrement sur un fichier.

5. MODALITÉ DE REMBOURSEMENT

L'emprunteur devra, pendant toute la durée de remboursement du crédit, verser les sommes nécessaires au règlement des échéances sur le compte bancaire dont les coordonnées figurent sur le mandat de prélèvement SEPA signé. Il autorise, jusqu'à la dernière échéance, le prêteur à prélever, sur ce compte, les sommes correspondant aux mensualités dues.

6. OBLIGATION D'INFORMATION

L'emprunteur s'oblige, pendant toute la durée de remboursement du crédit, à fournir au prêteur toutes les pièces justificatives qu'il pourrait lui demander afin d'examiner la conformité de sa situation au regard des obligations découlant du présent contrat de crédit. L'emprunteur autorise le prêteur à effectuer tout

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

contrôle nécessaire pour s'assurer de l'emploi correct des fonds. L'emprunteur s'engage à informer immédiatement le prêteur de tout changement de domiciliation bancaire, et à communiquer sa nouvelle adresse au prêteur au plus tard le jour de son déménagement en cas de changement de logement. Durant la période de remboursement du prêt, l'emprunteur pourra, à sa demande et sans frais, recevoir un relevé de ses remboursements sous forme de tableau d'amortissement.

7. REMBOURSEMENT ANTICIPÉ

A tout moment, l'emprunteur pourra rembourser, par anticipation et sans frais, son crédit en totalité, ou partiellement dès lors que le montant du remboursement, sauf s'il s'agit du solde, représente au moins 10 % du capital emprunté. L'emprunteur sera tenu d'informer le prêteur de son intention au moins un mois avant l'échéance suivante.

En cas de remboursement anticipé partiel du capital emprunté, les parties pourront convenir de réduire la durée du prêt ou le montant des échéances.

Un nouvel échéancier sera alors établi par le prêteur, sans frais à la charge de l'emprunteur.

8. INTÉRÊTS DE RETARD ET DÉCHÉANCE DU TERME

L'emprunteur reconnaît et accepte que la conclusion du présent contrat de crédit puisse induire des risques spécifiques pour lui, compte tenu de sa situation financière.

Toute somme non payée à son échéance portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 points, à compter de son exigibilité et jusqu'à la date de reprise du cours normal des remboursements.

En cas de départ du logement, le capital restant dû devra être remboursé par anticipation au prêteur dans un délai maximum de 2 mois à compter de la date de départ effectif du logement. A l'issue de ce délai, le prêteur pourra exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

En cas de défaut de paiement, déclaration incomplète ou inexacte de la part de l'emprunteur, le prêteur pourra mettre en œuvre la déchéance du terme et exiger le remboursement immédiat du capital restant dû devenu de plein droit exigible par anticipation.

A l'issue d'un délai de 15 jours calendaires révolus à compter de la date de présentation, par courrier recommandé avec avis de réception, d'une mise en demeure de payer ou de régulariser la situation de l'emprunteur demeurée infructueuse, le prêteur pourra également exiger une indemnité correspondant à 8 % du capital restant dû.

Aucune autre somme ne pourra être réclamée par le prêteur à l'emprunteur, à l'exception des frais taxables occasionnés par la défaillance de l'emprunteur, à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire de frais de recouvrement.

9. SOLIDARITÉ ET INDIVISIBILITÉ

En cas de pluralité d'emprunteurs, ceux-ci sont solidairement et indivisiblement responsables de l'exécution de tous les engagements pris aux termes du présent contrat de crédit, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engagera tous.

Si l'un des emprunteurs décède, ses ayants-droits seront tenus solidairement et indivisiblement de l'exécution du présent contrat de crédit. Un courrier recommandé avec avis de réception leur sera adressé afin d'envisager les modalités de remboursement des sommes restant dues.

Toute désolidarisation des emprunteurs, quelle qu'en soit la raison, devra faire l'objet d'un accord exprès du prêteur.

10. TRANSFERT DU PRÊT

Compte tenu de sa spécificité, ce prêt ne pourra pas faire l'objet d'un transfert à l'égard d'un autre prêteur ou d'un autre bien, à l'initiative de l'emprunteur.

11. RÉCLAMATION ET MÉDIATION

Afin de résoudre toute difficulté relative aux services fournis par le prêteur et à l'exécution du présent contrat de crédit, l'emprunteur peut s'adresser au service réclamation du prêteur, soit par internet (www.actionlogement.fr), soit par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : Action Logement Services- Service Réclamation - 21, quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13.

Le prêteur, après avoir accusé réception, dans un délai de 10 jours ouvrables, de la saisine par internet ou du courrier reçu, s'engage à répondre à l'emprunteur dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception de la réclamation.

En cas de désaccord persistant ou en l'absence de réponse, conformément à l'article L.316-1 du Code monétaire et financier, l'emprunteur disposera de la faculté de faire appel gratuitement au médiateur de l'association française des

sociétés financières (ASF) soit par voie électronique (lemediateur.asf-france.com), soit en adressant un courrier à l'adresse suivante : Monsieur le médiateur de l'ASF - 75854 Paris Cedex 17. Le médiateur disposera alors d'un délai de 90 jours pour répondre à la demande de l'emprunteur à compter de la date de la notification mentionnée à l'article R.612-2 du Code de la consommation. Le médiateur peut prolonger ce délai, à tout moment, en cas de litige complexe. Il en avise immédiatement les parties.

12. CONTENTIEUX

Le tribunal d'instance territorialement compétent connaît des litiges nés à l'occasion de la conclusion, l'exécution et l'interprétation du présent contrat de crédit. Les actions en paiement engagées devant lui, à l'occasion de la défaillance de l'emprunteur, doivent être formées dans les 2 ans qui suivent la survenance de l'événement qui leur a donné naissance, à peine de forclusion. Cet événement est caractérisé par le premier incident de paiement non régularisé, ou le non-paiement des sommes dues à la suite de la résiliation du contrat ou de son terme. Lorsque les modalités de règlement des échéances impayées ont fait l'objet d'un réaménagement ou d'un rééchelonnement, le point de départ du délai de forclusion est le premier incident non régularisé intervenu après le premier aménagement ou rééchelonnement conclu entre les parties, ou après adoption du plan conventionnel de redressement prévu à l'article L.732-1 du Code de la consommation, ou après décision de la commission imposant les mesures prévues à l'article L.733-1 du Code de la consommation.

13. AUTORITÉS DE CONTRÔLE

Le prêteur, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située 1, rue du Général Leclerc ; 92800 Puteaux (www.ancols.fr).

L'autorité chargée du contrôle des établissements de crédit est l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4 Place de Budapest ; CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

En application des articles L.511-1 et suivants du Code de la consommation, l'autorité de la concurrence, située 11, rue de l'Echelle ; 75001 Paris, est compétente pour rechercher et constater les infractions ou manquements aux dispositions des articles L.312-1 et suivants du Code de la consommation.

La direction du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie chargée de contribuer à l'efficacité économique, au bénéfice des consommateurs, est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris Cedex 13.

14. FICHIER NATIONAL DES INCIDENTS DE REMBOURSEMENT DES CRÉDITS AUX PARTICULIERS (FICP)

Le FICP est un fichier national recensant les informations sur les incidents de paiement caractérisés liés aux crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels.

En application de l'article L.752-1 du Code de la consommation, le prêteur est tenu de déclarer à la Banque de France les incidents de paiement caractérisés. Dès la réception de cette déclaration, la Banque de France inscrit immédiatement les incidents de paiement caractérisés au FICP et, dans le même temps, met cette information à la disposition de l'ensemble des établissements et organismes ayant accès au fichier. Les informations relatives à ces incidents sont radiées immédiatement à la réception de la déclaration de paiement intégral des sommes dues effectuée par l'établissement à l'origine de la demande d'inscription au fichier. Les frais afférents à cette déclaration ne peuvent être facturés aux personnes physiques concernées. En tout état de cause, elles ne seront pas gardées pendant plus de 5 ans à compter de la date d'enregistrement par la Banque de France de l'incident ayant entraîné l'inscription.

Le prêteur informera l'emprunteur avant toute demande d'inscription au FICP, conformément à l'article L.751-4 du Code de la consommation. Le FICP est soumis à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

15. CONSENTEMENT AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies sont obligatoires pour le traitement de la demande de l'emprunteur, la finalité principale de leur collecte étant l'instruction du dossier et sa gestion. Ces informations seront recensées dans un fichier informatisé et conservées en mémoire informatique. Les données collectées sont destinées aux services concernés du prêteur et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, à Action Logement Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Paraphez
(Vos initiales)

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris

obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Le prêteur est tenu au secret professionnel concernant ces données. L'emprunteur dispose, conformément aux articles 38 et suivants de la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, d'un droit d'interrogation, d'accès, de rectification et de suppression des données le concernant, ainsi que d'un droit d'opposition, pour motifs légitimes, à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement en s'adressant à Action Logement Services - Code de Gestion : CRI75 - P&A CSP IDF - 122, boulevard Victor Hugo - CS 70001 - 93489 Saint-Ouen Cedex, en joignant une copie de son titre d'identité. Il dispose également d'un droit d'opposition, sans frais, à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, en s'adressant au prêteur selon les mêmes modalités qu'exposées ci-dessus. Il

dispose également d'un droit d'opposition, sans frais, à ce que ces données soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale, en s'adressant au prêteur selon les mêmes modalités qu'exposées ci-dessus.

16. MODIFICATION DU CONTRAT DE CRÉDIT

Aucune modification ne pourra être apportée au présent contrat de crédit autrement que sous la seule forme d'un avenant établi sur papier ou sur un autre support durable.

17. LANGUE DU CONTRAT

La langue utilisée pour les relations contractuelles présentes et à venir est la langue française.

DÉCLARATION D'ACCEPTATION DE L'AVANCE LOCA-PASS®

Rappel : conformément à l'article L.312-18 du Code de la consommation, les conditions contenues dans la présente offre sont valables 15 jours à compter de la remise de l'offre de contrat de crédit à l'emprunteur.

Je (nous) soussigné(es), déclare (déclarons) accepter le / / la présente offre de contrat de crédit reçue le / /, d'un montant de €.

Après avoir pris connaissance de l'ensemble des documents fournis par le prêteur, je (nous) reconnais(sons) rester en possession d'un exemplaire de l'offre de contrat de crédit dotée d'un bordereau de rétractation détachable et de la fiche d'informations précontractuelles européenne normalisées en matière de crédit aux consommateurs.

Offre émise en 3 exemplaires.

PRÊTEUR
Fait à Colmar
Le : 14/10/2021



EMPRUNTEUR
Fait à
Le / /
Signature précédée de la mention
"Lu et approuvé"

BORDEREAU DE RÉTRACTATION

Uniquement si vous renoncez à l'offre

À renvoyer au plus tard 14 jours après la date de votre acceptation du contrat de crédit. Le délai commence à courir à compter du jour de votre acceptation de l'offre de contrat de crédit. La présente rétractation n'est valable que si elle est adressée, lisiblement et parfaitement remplie, avant l'expiration du délai rappelé ci-dessus, par lettre recommandée avec accusé réception à Action Logement Services P&A COLMAR 25 Place Du Capitaine Dreyfus - CS 90024 68025 Colmar Cedex.

Dossier AVANCE LOCA-PASS® n° ALSXLOC-21819880.

Je (nous) soussigné(es) déclare (déclarons) renoncer à l'offre de contrat de crédit de euros que j'ai (nous avons) acceptée le / / pour financer le dépôt de garantie de ma (notre) résidence principale.

Fait à Le : / /

EMPRUNTEUR

À
RETOURNER
SIGNÉ

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA



* A L S X L O C - 2 1 8 1 9 8 8 0 A *

Référence unique du mandat (RUM)

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Action Logement Services à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Action Logement Services.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines qui suivent la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé ;
- sans tarder et au plus tard dans les 13 mois qui suivent la date de débit de votre compte en cas de prélèvement non autorisé.

Veillez vérifier l'exactitude de vos données et compléter les champs marqués *

Nom / Prénom du débiteur (client)	Nerhot Karine
Numéro et nom de la rue	143 chemin de moneiret La seyne sur mer
Code postal	83500
Ville	LA SEYNE SUR MER
Les coordonnées de votre compte	FR12 3000 2039 4300 0003 9969 T01 Numéro d'identification international du compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number) CRLYFRPP Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier code)
Nom du créancier	Action Logement Services
Identifiant du créancier	FR22ZZZ004561
Numéro et nom de la rue	19/21 quai d'Austerlitz
Code postal et ville	75013 PARIS
Pays	FRANCE
Type de paiement	Paiement récurrent / répétitif

Signé à - Lieu* : Date* :/...../.....

Signature(s)* :

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque

Information relative au contrat entre le créancier et le débiteur - fournies seulement à titre indicatif

Numéro d'identification du contrat : ALSXLOC-21819880

Descriptif du contrat : Avance Locapass

Action Logement Services est engagée dans une démarche continue de protection des données de ses utilisateurs, en conformité avec la Loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et du Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du 27 avril 2016. La finalité principale de la collecte des données est la gestion de sa relation avec son client. Les données collectées sont destinées aux services d'Action Logement Services et, le cas échéant, à ses sous-traitants, prestataires et partenaires, aux entités du Groupe et à l'ANCOLS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent également être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment de capitaux ou contre le financement du terrorisme. Action Logement Services est tenue au secret professionnel concernant ces données. Conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 et au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit d'effacement, d'un droit de limitation du traitement de vos données, d'un droit d'opposition au traitement de données, d'un droit à la portabilité des données et de définir le sort de vos données en cas de décès. Ces droits peuvent être exercés par courrier signé, en écrivant à Action Logement Services - Service conformité, 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS, en joignant la copie d'un titre d'identité comportant une signature, ainsi qu'un justificatif du domicile pour la réponse. Pour information, le DPO d'Action Logement Services peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr

À retourner à :
Action Logement Services
P&A COLMAR

25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024
68025 Colmar Cedex
Code de gestion : CRI75 - CSP 5057

Zone réservée à l'usage exclusif d'Action Logement Services

Ce mandat de prélèvement SEPA est à nous retourner signé accompagné d'un relevé d'identité bancaire

Adresse de correspondance : 25 Place Du Capitaine Dreyfus CS 90024 68025 Colmar Cedex

Action Logement Services - SAS au capital de 20.000.000 d'euros - Société de financement agréée qui exerce son activité sous la supervision de l'ACPR - Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz - 75013 PARIS - 824 541 148 RCS Paris